

CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

Plateforme pour la promotion de la paix au Sahel : Meeting 2014

1 - 3 septembre 2014

Auteur | **Lakhdar Gheffas**

Traduit par | Khadidja Neggazi

Revu par | Catherine Germond
Sarah Franck

© The Cordoba Foundation of Geneva, 2014

Fondation Cordoue de Genève
Case postale 360
CH -1211 Genève 19
Tél: +41 (0) 22 734 15 03
info@cordoue.ch
www.cordoue.ch

Plateforme pour la promotion de la paix au Sahel: Meeting 2014
Nouakchott, Mauritanie

1 - 3 septembre 2014

Auteur : Lakhdar Ghetas

Traduit par : Khadidja Neggazi

Revu par : Catherine Germond et Sarah Franck

Mise en page et couverture : Amine Lakhdar

Ce rapport peut être consulté en ligne sur www.cordoue.ch

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues du contributeur, et pas nécessairement ceux de la Fondation Cordoue de Genève.

RESUME

L'atelier sur la Promotion de la Paix au Sahel a eu lieu à Nouakchott, en Mauritanie, du 1 au 3 septembre 2014 dans le cadre de NAWAT (North Africa and West Asia in Transformation), un programme de la Fondation Cordoue de Genève, en partenariat avec le Département fédéral des affaires étrangères suisse.¹ La réunion est le quatrième maillon d'un projet multi-phases dédié au Sahel, qui a consisté en la production de papiers de recherche sur les lignes de tension dans la région du Sahel, une réunion d'experts qui a eu lieu à Genève les 29 et 30 janvier 2014, ainsi que quatre missions de terrain en Mauritanie, Niger et Tchad entre 2013 et 2014. Sur la base des recommandations de ces activités, le présent atelier a réuni 19 participants de Mauritanie, Mali, Niger et Tchad afin de a) approfondir la compréhension et les analyses des conflits à dimension religieuse et identifier des experts en la matière ; b) établir une plateforme d'experts et acteurs se focalisant sur les conflits à dimension religieuse; c) identifier d'éventuels points d'entrée pour les initiatives de promotion de la paix.

Les discussions se sont focalisées sur la prévention de la violence et les manières de traiter l'extrémisme religieux chez les jeunes, avec une étude de cas de l'initiative du dialogue mauritanien de 2010 ; le Mouvement *Izala* dans le paysage religieux au Niger et ses liens avec le nord du Nigeria; et le conflit au Mali et son impact régional. De plus, les participants ont reçu une formation sur les concepts de transformation des conflits et les outils d'analyse. Les résultats des recommandations de l'atelier peuvent être ainsi résumés :

1. Mali: les participants ont insisté sur le besoin de continuer les échanges afin de lancer un dialogue intercommunautaire à travers les savants religieux et le Haut Conseil Islamique.
2. Mauritanie: Etant donné la nature pressante des tensions ethniques et les menaces à l'unité nationale, les participants ont recommandé le lancement d'un espace de dialogue entre les parties prenantes en Mauritanie afin de traiter les questions de la diversité et de la citoyenneté.
3. Un atelier transrégional au Sahel qui aura pour vocation de comprendre le mouvement Boko Haram figurait également parmi les recommandations. Un participant pensait que, compte tenu de ses atouts en termes de jurisprudence islamique savante, la Mauritanie est la mieux placée pour lancer un dialogue sur les questions doctrinales entre les savants religieux de la région et au-delà dans une perspective de prévention de la violence.
4. Afin de répondre aux tensions intra-islamiques (salafi / soufi, etc.), les participants ont proposé des ateliers de formation nationaux ainsi que des espaces de dialogue qui aboutiront à une conférence transrégionale des savants religieux pour la promotion de la paix.

¹ NAWAT (North Africa and West Asia in Transformation) est un programme de la Fondation Cordoue de Genève qui vise à développer une compréhension commune partagée et des initiatives de transformation des conflits. Il se focalise sur les dynamiques qui se trouvent à la croisée des processus sociaux, politiques et religieux, notamment en Afrique du Nord et au Moyen Orient et/ou qui implique les musulmans en Occident. L'objectif global de NAWAT est de renforcer les capacités et les mécanismes au niveau local y compris le soutien aux initiatives locales, afin de transformer les conflits politiques violents ou potentiellement violents avec une dimension religieuse et de contribuer de ce fait 1) aux transformations pacifiques dans la région NAWA ; et 2) à la coexistence pacifique dans les régions affectées par le « Printemps arabe » (ex. Sahel).

TABLE DES MATIÈRES

RESUME.....	3
INTRODUCTION	5
I. LES TENSIONS INTRA-ISLAMIQUES AU TCHAD	6
II. PREVENTION DE LA VIOLENCE ET REPOSE A L'EXTREMISME RELIGIEUX DES JEUNES : <i>L'INITIATIVE DU DIALOGUE PENITENTIAIRE DE 2010 EN MAURITANIE</i>	7
III. LE MOUVEMENT IZALA DANS LE PAYSAGE RELIGIEUX AU NIGER ET SES LIENS AVEC LE NORD DU NIGERIA	9
IV. LE CONFLIT AU MALI ET SON IMPACT REGIONAL	10
CONCLUSION	13
ANNEXE : FORMATION DELIVREE AUX PARTICIPANTS SUR LES CONCEPTS DE TRANSFORMATION DES CONFLITS ET LES OUTILS D'ANALYSE	14

INTRODUCTION

Les soulèvements qui se sont propagés dans le monde arabe à la fin de 2010 ont eu un impact significatif sur la région du Sahel, notamment après le conflit en Libye. L'une des conséquences les plus marquantes du conflit libyen a été le mouvement des combattants et des armes provenant de ce pays dans la région du Sahel, causant un défi à la stabilité dans le nord du Mali, et, à un degré moindre, dans le nord du Niger. Les conséquences matérielles et humaines de la crise en Libye ont exacerbé plusieurs problèmes auxquels le Sahel faisait face depuis longtemps. Cette situation au Sahel a à son tour un impact sur l'Afrique du Nord, étant donné que la stabilité des pays voisins d'Afrique du Nord est affectée par les tensions au Sahel. L'Europe est elle aussi affectée par cette situation, indirectement. Ainsi, l'intérêt de la Fondation Cordoue de Genève et de ses partenaires est né de la prise de conscience de cette interface entre l'Afrique du Nord et le Sahel.

Le programme met l'accent sur le renforcement de la capacité et des mécanismes pour la transformation des conflits politiques violents ou potentiellement violents en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et/ou impliquant des musulmans en Occident. Il vise à 1) développer une compréhension partagée collectivement de ce qui est en jeu, de qui sont les acteurs concernés et de la façon de traiter les problèmes identifiés; 2) contribuer au renforcement de la capacité des acteurs en termes de transformation de conflits; 3) coordonner un réseau agissant comme un « espace de médiation »; et 4) contribuer à des initiatives de transformation de conflits qui répondent à des conflits spécifiques et renforcent la citoyenneté.

Le but de la rencontre est de discuter des points spécifiques suivants : l'extrémisme religieux violent chez les jeunes salafis au niveau national et régional ; l'aspect régional et transversal de la crise au Mali ; les dynamiques du paysage religieux au sud du Niger, notamment le mouvement *Izala* et ses liens extrémistes avec le nord du Nigeria ; les relations intra-islamiques au Tchad et dans la région.

Les travaux de l'atelier se sont tenus sous la règle de *Chatham House* et ce dernier a réuni 19 participants de Mauritanie, du Mali, du Niger et du Tchad. Ces travaux se sont focalisés sur les quatre thèmes suivants : 1) les tensions intra-islamiques au Tchad, 2) la prévention de la violence et la réponse à l'extrémisme religieux des jeunes : *l'initiative du dialogue pénitentiaire de 2010 en Mauritanie*, 3) le mouvement *Izala* dans le paysage religieux au Niger et ses liens avec le nord du Nigeria et 4) le conflit au Mali et son impact régional.

I. LES TENSIONS INTRA-ISLAMIQUES AU TCHAD

Le changement politique au Tchad en 1990, qui a établi le pluralisme politique, s'est aussi reflété à travers le paysage religieux et a mené à la diversification du spectre islamique. Depuis, le paysage islamique au Tchad présente divers groupes et organisations ayant différentes affiliations doctrinales. Le courant soufi de Tijaniyya est le plus grand du pays et domine les structures officielles représentant les musulmans au Tchad. Cependant, il existe d'autres courants islamiques qui englobent Ansar al-Sunna al- Muhamadiaya, le groupe Da'wa wa al-Tabligh, et le groupe soufi Sennusi, présent principalement au nord du pays. Le groupe soufi de Qadiriya existe également mais a une petite envergure. Avec le retour des étudiants tchadiens qui ont étudié en Iran, à l'issue de la signature d'un accord de coopération culturelle entre les deux pays, une nouvelle petite communauté chiite a commencé à s'établir au Tchad, et qui devient visible à travers des centres culturels et éducatifs.

En 1993, les tensions intra-islamiques entre le courant soufi de Tijaniyya et le groupe Ansar al-Sunna ont atteint un niveau sans précédent, suite auxquelles une charte de coexistence pacifique entre les groupes islamiques a été approuvée par le président Idriss Déby. La question de la représentation des musulmans du Tchad par divers groupes a été l'une des principales raisons derrière les tensions. Un participant mauritanien a estimé que le dialogue entre les technocrates et les institutions ne résolvait pas les différends à soubassement religieux, mais que ce serait plutôt le dialogue entre les références religieuses qui réglerait les tensions. Un savant religieux du Niger a expliqué que le monopole de la représentation de l'islam était une question

commune au Sahel : régler ce problème poserait des défis d'ordre légal. Un autre expert mauritanien des affaires du Sahel a indiqué qu'en dépit de l'adoption du pluralisme politique et de la démocratie par quelques Etats au Sahel, ce pluralisme politique était resté confiné à la sphère politique et n'avait pas englobé la sphère religieuse, qui devrait avoir des institutions élues, des présidents de hauts conseils religieux élus pour des périodes limitées et un mandat défini.

Les facteurs régionaux et géopolitiques ont affecté négativement l'état des relations entre les groupes islamiques. En 1996, un nombre d'organisations islamiques avait été interdit en raison de suspicions autour d'une éventuelle formation au Tchad d'un nouveau parti islamique soutenu par le gouvernement soudanais voisin. Le 11/9 a semé le doute et la suspicion sur un grand nombre d'ONG islamiques tchadiennes et arabes, et a mené à leur interdiction et leur annexion à la liste noire. Ces développements régionaux et mondiaux ont mis à rude épreuve les relations intra-islamiques, notamment les relations avec le Haut Conseil Islamique, l'organe officiel qui représente l'islam dans le pays. Cette réalité a aussi eu un impact sur les relations chrétiens-musulmans. Un participant tchadien a rappelé comment ces tensions avaient affecté les efforts pour un dialogue musulmans-chrétiens et avaient causé l'annulation d'une conférence sur la place du Tchad dans le monde arabo-musulman. Le participant tchadien a expliqué que, compte tenu des tensions, l'Eglise au Tchad « ne pouvait pas traiter avec les associations musulmanes autres que le Conseil Islamique ».

Les tensions entre les églises au Tchad affectent aussi les relations avec les musulmans. Un participant a expliqué que les positions évangéliques envers les musulmans

ont mis les relations islamo-chrétiennes à rude épreuve, ce qui explique l'initiative de l'Eglise catholique de créer un espace de dialogue entre les deux communautés afin de promouvoir la tolérance, non seulement entre les religions, mais aussi envers les non-monothéistes. C'était dans cet esprit que le Centre Al Mouna avait entrepris un certain nombre d'activités éducatives, et des initiatives d'intérêt général. Au niveau intellectuel, une conférence sur les langues arabe et française au Tchad a eu lieu, et dont les discussions ont abouti à la publication d'un livre. Par ailleurs, un cours sur l'islam a été introduit dans le programme de formation des prêtres, tandis qu'un groupe de prêtres catholiques a été envoyé en Egypte pour apprendre l'arabe. Un participant tchadien a expliqué que l'Union des cadres ecclésiastiques chrétiens du Tchad encourageait la création d'un cadre similaire pour les musulmans au Tchad afin de promouvoir le dialogue entre les intellectuels des deux confessions. En ce qui concerne l'interaction entre les communautés, le Centre Al Mouna a adopté une approche de *diapaxis* en ce qu'elle vise à promouvoir la coexistence et la bonne vie commune entre les deux communautés musulmane et chrétienne par la mise en œuvre conjointe de projets d'approvisionnement en eau, entre autres. A la lumière du conflit sectaire en Afrique centrale et la menace Boko Haram au Nigeria, le centre Al Mouna a pris des mesures proactives afin de consolider la paix intercommunautaire au Tchad. Un projet d'alerte précoce et de réponse rapide a été lancé afin de mettre en place « les Eaux de la Paix », un groupe qui rassemble des musulmans et des chrétiens. Pour cela, un groupe de leaders de la paix a reçu une formation sur les approches et les outils de transformation des conflits en septembre 2014.

II. PREVENTION DE LA VIOLENCE ET REPOSE A L'EXTREMISME RELIGIEUX DES JEUNES : *L'initiative du dialogue pénitentiaire de 2010 en Mauritanie*

L'expérience mauritanienne dans la prévention de la violence a été discutée avec deux des principaux savants religieux qui ont mené l'initiative du dialogue en 2010 avec les prisonniers salafis. Les deux savants religieux ont expliqué que le discours de la guerre contre le terrorisme au lendemain du 11/9 avait été traduit par les régimes dans la région du Sahel par une campagne de répression et de persécution des jeunes salafis. En Mauritanie, l'emprisonnement des personnalités et savants religieux du courant salafi après le coup d'Etat de 2005, a supprimé un élément clef du filet de sécurité mis en place par les personnalités salafis depuis 2002 pour contrer le recrutement des jeunes mauritaniens par les groupes armés. Un expert mauritanien des groupes armés au Sahel a confirmé qu'il existait une corrélation entre l'emprisonnement des savants religieux salafis en 2005 et la recrudescence du nombre de recrues parmi les salafis mauritaniens par les groupes armés au Mali et en Algérie voisins.

Après le coup d'Etat de 2008, la répression de l'activité des salafis a cessé, ce qui a ouvert la voie à l'initiative de dialogue avec les prisonniers salafis, sponsorisée par le gouvernement en 2010. C'est dans ce contexte que le gouvernement de Mohamed Ould Abdelaziz a invité une délégation de savants religieux mauritaniens, y compris des salafis relâchés après deux années d'emprisonnement, à conduire une série de débats avec les prisonniers salafis. Les deux savants religieux qui ont pris part à l'initiative du dialogue ont expliqué que, selon leur expérience de cette initiative, dont le gouvernement avait veillé à la promotion (couverture médiatique, participation d'une

grande délégation de savants religieux, etc.), de tels dialogues profiteraient davantage d'une approche beaucoup plus modeste.

Le dialogue a ensuite repris avec un groupe très restreint de trois savants religieux qui sont crédibles auprès des salafis djihadistes, non seulement en Mauritanie mais aussi dans les régions du Sahel et du MENA. S'agissant des leçons apprises à travers l'initiative du dialogue de 2010 qui a abouti à la remise en liberté de 50 prisonniers salafis, les deux savants religieux ont mis l'accent sur ce qui suit :

- Les savants religieux locaux qui sont à la fois crédibles aux yeux des groupes djihadistes et très versés dans les arguments doctrinaux que les groupes armés utilisent pour justifier la violence devraient mener le dialogue.
- Les savants religieux qui mènent le dialogue devraient approuver les points de vue des prisonniers salafis auxquels eux-mêmes (les savants religieux) adhèrent, même s'ils sont considérés par le gouvernement comme opinions extrémistes ou terroristes.
- Des mesures de suivi devraient être mises en place afin de garantir un cadre d'intégration légal, social et économique aux prisonniers relâchés.
- Le gouvernement devrait honorer les garanties qu'il a données tout au long du processus, notamment lors de la phase de réinsertion.
- La participation politique des groupes salafis devrait être promue afin de permettre aux prisonniers relâchés de contribuer à la construction de la société à travers des moyens politiques pacifiques.

La réussite de l'initiative de dialogue de 2010 en Mauritanie a eu un impact marqué sur la

stabilité en Mauritanie : « Il y a eu une diminution remarquable des attaques sur les cibles gouvernementales et les touristes, ainsi que dans le nombre des jeunes salafis mauritaniens qui rejoignent les groupes armés au Mali après 2010, jusqu'à l'intervention militaire française et l'opération Serval en 2013 », a souligné un expert.

Bien qu'il soit indéniable que le dialogue ait accompli de grandes choses en termes de prévention de la violence, un participant a estimé que les débats ou révisions en prison n'avaient pas atteint la profondeur de la justification doctrinale de la violence comme moyen de changement. Un autre participant mauritanien a soulevé la question de la participation politique du courant salafi et a demandé si les salafis mauritaniens participatifs avaient révisé leur position vis-à-vis de la démocratie.

Sur la question de la faisabilité d'une reproduction du modèle du dialogue mauritanien de 2010, un spécialiste des affaires maliennes a estimé que le contexte devait être pris en considération : au Mali par exemple, ce sont les griefs historiques plutôt que religieux qui caractérisent la violence. « Alors que l'islam était au cœur des débats et a défini l'agenda en 2012/13, le débat sur l'islam au nord du Mali s'est tu en 2014 », déplore l'expert. Il y a un besoin urgent pour un espace de dialogue au nord du Mali, recommande l'expert.

Les discussions se sont ensuite focalisées sur les voies pour prévenir la violence au Sahel. Les participants ont mis l'accent sur le fait qu'aucune approche ne peut à elle seule être le remède de l'extrémisme violent, et qu'il fallait adopter une approche globale qui prendrait en compte le débat religieux doctrinal sur la légitimité et l'efficacité de la violence, le contexte culturel, le

développement et la politique nationale. Un participant du Niger a estimé que l'attention devait être accordée à la formation des cadres qui gèrent les institutions supervisant les affaires religieuses tels que les hauts conseils islamiques dans les pays de la région. Un expert tchadien a mis en exergue l'importance du rôle de la société civile dans la construction de la diversité et du pluralisme dans les sociétés du Sahel. Tenant compte du rôle important que jouent les femmes dans les dynamiques sociales du tissu social au Sahel, les femmes leaders devraient être intégrées dans les stratégies de promotion de la paix. Un expert mauritanien en études de théologie comparative a souligné qu'un vaste travail intellectuel demeurerait nécessaire sur les justifications doctrinales de l'usage de la violence. « La relation entre les musulmans et les non musulmans est-elle paix ou animosité ? » serait, selon lui, l'une des questions qui nécessiteraient une étude attentive par les savants religieux. Pour lui, « la paix commence d'abord dans les esprits ». Un autre expert mauritanien a soulevé la question de la légitimité politique des régimes dans la région, et comment le manque de légitimité perçu servirait de justificatif au changement violent et au recrutement des jeunes privés de leurs droits. Cette réalité, selon les participants, limiterait les projets de développement menés par les organismes locaux, régionaux ou occidentaux. Il y avait un consensus parmi les participants sur le fait que les approches sécuritaires qui caractérisent certaines initiatives de « dé-radicalisation » seraient contre productives.

III. LE MOUVEMENT IZALA DANS LE PAYSAGE RELIGIEUX AU NIGER ET SES LIENS AVEC LE NORD DU NIGERIA

L'objectif de cette session était d'approfondir la compréhension de la place du mouvement

Izala dans le paysage religieux au Niger et dans le nord du Nigeria. Trois participants, y compris deux qui sont proches du mouvement *Izala*, ont donné un aperçu avec une perspective interne de l'origine, de l'expansion et des interactions actuelles du mouvement avec d'autres mouvements islamiques au Niger. *Izala* est un mouvement religieux salafi puriste qui cherche à « purifier la foi » et combattre toutes les formes de rituels dont ils blâment les groupes soufis pour les avoir ajoutés à la pratique de l'islam. En tant que mouvement, *Izala* a été fondé par Abu Bakar Mahmoud Agoumi, dans le nord du Nigeria dans les années 1970. Contrairement à ce que l'on croit, cheikh Agoumi n'a pas étudié en Arabie saoudite ni au Soudan. Un nombre de ses étudiants s'est déplacé dans les années suivant la fondation du mouvement à Zinder, Tahoua, Niamey et Maradi au sud du Niger. A Zinder, Izalaa s'est engagé dans des confrontations avec les groupes soufis de la Tijaniyya, de la Qadiriya et du *bahaïsme*. Après avoir étudié dans les cercles de cheikh Agoumi au Nigeria, Ismail Idriss Ben Zakaria, le fondateur d'*Izala* au Niger, a pu établir en 1978 son mouvement au sud du Niger grâce à la composition ethnique homogène des communautés le long des frontières des deux pays, où vivent les communautés des Peuls et des Hausa.

Suite à l'ouverture politique et à l'adoption d'une nouvelle constitution au début des années 1990, de nouvelles ONG religieuses ont été fondées, y compris l'association nigérienne pour la propagation de l'Islam en 1993. Malam Yahia Mohamed, qui était l'un des étudiants de cheikh Agoumi, a fondé l'ANPI. En raison de divergences intellectuelles, l'ANPI s'est scindée en deux associations : Ihiya al-Sunna (Renaissance de la Sunna) dirigée par Mala Mohamed, remplacé par Sidi Shaib, après son décès, et

Alkitabwa al-Sunna (Le Livre et la Sunna) dirigée par Omar Souleiman.

Après un accent mis sur la prédication pendant des années, les deux groupes ont commencé à s'impliquer dans le travail caritatif en 2013. Les deux groupes ont tenté d'éviter la confrontation avec le gouvernement à l'exception de rares cas, comme par exemple, lors de l'amendement de la Constitution en 2010, en relation avec l'article 3 qui stipule la nature laïque de l'Etat, et l'article 75 comme une garantie qui protège l'article 3 de toute future révision constitutionnelle. Il y a eu aussi une violente protestation du mouvement *Izala* lorsque le gouvernement a imposé des lois contre le mariage précoce des femmes et interdit la polygamie. Il est à noter que sur les questions liées à la constitution et aux femmes, le mouvement a coopéré avec les groupes soufis qui partagent largement le même avis sur ces points-là. Un autre développement dans l'interaction entre *Izala* et les soufis a suivi l'entrée du mouvement dans le travail caritatif. Depuis lors, la confrontation avec les soufis a quasiment disparu. La confrontation doctrinale et physique entre le groupe salafi *Izala* et les soufis a toutefois repris parmi les jeunes générations des adeptes des deux camps. Un participant proche du groupe *Izala* a fait remarquer que les diplômés des études islamiques qui avaient étudié en Egypte étaient les plus susceptibles à se confronter avec les soufis, plus que les diplômés d'*Izala* qui avaient étudié en Arabie saoudite. Les affrontements répétés ont incité les soufis à fonder l'Association des Jeunes de l'Islam, dirigée par Boubakar Koukri, afin de faire face à *Izala*.

Izala est confronté au défi de l'expansion du groupe chiite au Niger ainsi qu'au nord du Nigeria. Une branche d'*Izala* à Maradia, ville située au sud du Niger, est devenue chiite après qu'Ibrahim Yucob Zikzeki, le chef du

groupe, se fut tourné vers le chiisme. Un participant proche d'*Izala* estimait que le dialogue avec le groupe chiite au Nigeria et Maradi est «très difficile» parce que les chiites avaient commencé à tuer certains savants sunnites. Un autre participant a souligné le rôle de l'Iran dans l'alimentation de la polarisation au Niger à travers son aide humanitaire accompagnée de prédication chiite. Pour un expert mauritanien des groupes armés d'inspiration religieuse au Sahel, la crise du chiisme Zikzeki à l'intérieur d'*Izala* a eu des conséquences profondes. La crise de Maradi a conduit à une scission au sein d'*Izala* et à l'émergence d'une aile extrémiste qui a quitté le groupe de Zikzeki et a cherché la confrontation avec ce qu'ils considéraient comme une infiltration chiite dans les terres sunnites.

Les récits sur ce qui est arrivé ensuite au groupe anti-Zikzeki diffèrent. Certains experts pensent que Mohamed Yusuf, le fondateur, avait rejoint cette branche d'*Izala* avant de la quitter pour former le Groupe al-Sunna pour la prédication et le jihad, au Nigeria, en 2002. Dans la foulée de la répression sanglante par le gouvernement nigérian du groupe pour la Prédication et le Jihad de Yusuf en 2009, le groupe s'est radicalisé et est devenu connu sous le nom de Boko Haram. D'autres experts pensent que Yusuf, le fondateur de la secte Boko Haram, n'a jamais été membre d'*Izala*.

IV. LE CONFLIT AU MALI ET SON IMPACT REGIONAL

La discussion sur le conflit au Mali a reflété la diversité d'origines et d'affiliations des participants. Pour un participant malien, trois facteurs majeurs ont conduit à la crise au Mali. Premièrement, il y a eu le désaccord sur l'interprétation des accords de paix qui ont suivi les soulèvements dans le nord de la région avant 2011. Deuxièmement, il y a eu

l'entrée des groupes armés radicaux et les grands moyens logistiques qu'ils ont amassés grâce aux paiements des rançons. Troisièmement, il y a eu « la guerre injustifiée contre Qaddafi ». Ce participant pensait que le MNLA était « une pure création de la France » et que cette dernière avait encouragé les soldats touareg combattant dans les brigades de Qaddafi à regagner le nord du Mali en « échange de l'autonomie ».

Ce récit a été contrasté par l'analyse d'un expert mauritanien du Sahel qui estimait que le conflit au Mali, entre Bamako et les groupes armés d'Azawad / nord Mali ne devait pas être réduit à l'intervention étrangère (groupes religieux extrémistes et la France), mais qu'il y avait des facteurs internes qui avaient joué un rôle majeur voire déterminant dans le conflit armé malien. Pour cet expert du Sahel, la question de l'Azawad / nord Mali remonterait au début des années 1960. De plus, la marginalisation indéniable du territoire d'Azawad / nord Mali en termes de politiques de développement et de répartition du pouvoir et de la richesse serait le résultat des choix locaux et géopolitiques à la naissance de l'Etat postcolonial. Afin de démontrer le degré de sous-développement dans la partie nord de l'Azawad / nord Mali, l'expert du Sahel a expliqué que les troupes tchadiennes qui avaient participé à l'Opération Serval française avaient découvert à leur arrivée au nord du Mali qu'ils devaient creuser des puits pour installer un camp, avant même de commencer leur mission. Selon l'expert mauritanien, les revendications historiques des populations de l'Azawad / nord Mali, la succession des soulèvements et le sous-développement se seraient conjugués avec l'arrivée des groupes armés religieux des années 1990, suite au coup d'Etat en Algérie.

Les discussions entre les participants ont ensuite traité des défis auxquels faisaient face

les initiatives de résolution pacifique du conflit. Un participant malien a identifié trois défis aux négociations en Algérie. Premièrement, les groupes de la société civile avaient été marginalisés dans le processus de négociations. Deuxièmement, la crise au Mali était devenue tribale, ce qui posait un enjeu de représentation autour de la table des négociations. Troisièmement, il y avait le défi du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) des jeunes armés. Pour un autre expert des affaires maliennes, « l'année 2012/13 était celle où la place de l'islam au Mali avait été discutée, mais en 2014 le débat sur l'islam au nord du Mali s'était tu. » L'expert a estimé que l'arrêt du débat sur la place de l'Islam dans l'Etat malien était le défi majeur au cœur de la crise malienne actuelle. « Même ceux du sud qui ont essayé de rentrer en contact avec des gens du nord ont été réduits au silence et ont été intimidés pour avoir été proches des groupes armés du nord en 2012/13 » a conclu l'expert.

Le rôle des savants religieux et des institutions religieuses dans le lancement du dialogue entre Bamako et le nord a été recommandé par la plupart des participants. Un expert mauritanien a mis en exergue le fait que le Haut Conseil Islamique au Mali avait entrepris une médiation réussie qui avait donné lieu à la mise en liberté de près de 300 prisonniers de guerre maliens capturés par les groupes armés d'Azawad / nord Mali à Gao et à Tombouctou. Pour cet expert, les groupes religieux armés dans la région de l'Azawad / nord Mali reconnaîtraient la légitimité doctrinale du HCI au point où ils auraient adopté l'observation par ce conseil du croissant de Ramadan pour commencer le jeûne. Un autre expert a mentionné que le HCI avait tenté de mener un dialogue entre le nord et le sud mais les pressions sur les savants religieux pour prendre parti, les positions politiques à

l'apogée de la crise et la course vers l'intervention militaire avaient miné ses efforts. Un savant tchadien a souligné le rôle positif que le HCI pouvait jouer dans l'initiative de la paix mais a recommandé d'élargir la composition du Conseil à d'autres doctrines islamiques afin d'assurer un échange réussi avec les groupes armés religieux au nord. Un participant malien a insisté sur le fait que « sans le soutien du gouvernement il était difficile pour le HCI d'approfondir le dialogue ».

Le débat a ensuite exploré l'initiative de dialogue du HCI. Pour un expert des affaires maliennes, un échange sud-sud serait nécessaire avant d'arriver au dialogue nord-sud. Ce dialogue devrait traiter trois questions principales : 1) le rôle des savants religieux et des *madrassas* ; 2) les révisions religieuses doctrinales (*murajaatfihiya*) de la validité de la violence ; et 3) le statut politique des groupes armés dans la période post-conflit. L'expert estimait que le problème des réfugiés (violations des droits de l'homme) et les dimensions régionales du conflit devaient être pris en compte pour l'avenir de la réconciliation. Sur cette dernière question, un participant tchadien pensait qu'il y avait des leçons à tirer de la guerre civile tchadienne. Les experts se sont mis d'accord à la fin du débat sur le fait que le non règlement du conflit au Mali sur des bases solides (justice, réconciliation, etc.) aurait un impact direct sur la radicalisation dans la région du Sahel.

Compte tenu de la distribution ethnique des tribus touareg dans la région du Sahel, le conflit au Mali représente une préoccupation réelle pour le Niger aussi. Deux participants du Niger ont expliqué que le Niger était le plus pauvre des pays du Sahel et d'Afrique ; et que le nord du Niger souffrait d'une mauvaise gestion des défis de la marginalisation, du sous-développement et

de la répression. Le retour des combattants touareg de Libye en 2011 avait incité le gouvernement à Niamey à introduire des mesures hâtives à même de prévenir le scénario malien. Ces mesures comprenaient la cooptation de leaders potentiels de combattants revenants, et des promesses de projets de développement dans les régions touareg riches en pétrole et en uranium telles qu'Azawagh et Ayorou. Les deux participants touareg ont mis l'accent sur le besoin urgent d'une stratégie d'unité nationale pour mettre en œuvre pour une stabilité durable. La stratégie devrait traiter les questions de développement, d'éducation, de citoyenneté, de justice, d'équité et de reconnaissance des identités ethniques et culturelles dans une constitution révisée.

CONCLUSION

Les objectifs qui avaient été fixés pour cet atelier étaient à la fois d'approfondir la connaissance et d'échanger les analyses sur les lignes de tension et de conflit dans la région du Sahel, d'établir une plateforme pour les experts et les acteurs au Sahel afin d'aboutir à une compréhension collective partagée sur la nature des tensions et des conflits dans la région du Sahel et d'identifier des points d'entrée pour d'éventuelles initiatives de promotion de la paix. L'atelier a en outre offert un espace utile pour identifier les membres potentiels de la plateforme d'experts du Sahel. Un nombre de points d'entrée pour des initiatives de paix potentielles a été suggéré aussi bien pour l'échelle nationale que transrégionale.

1. Mali : les participants ont recommandé le besoin de continuer les échanges afin de lancer un dialogue intercommunautaire à travers les savants religieux et le Haut Conseil Islamique.
2. Mauritanie: Etant donné la nature pressante des tensions ethniques et les menaces à l'unité nationale, les participants ont recommandé le lancement d'un espace de dialogue entre les parties prenantes en Mauritanie afin de traiter les questions de la diversité et de la citoyenneté.
3. Un atelier transrégional au Sahel qui aura pour vocation de comprendre le mouvement Boko Haram figurait parmi les recommandations. Un participant pensait que compte tenu de ses atouts en termes de jurisprudence islamique savante, la Mauritanie était la mieux placée pour lancer un dialogue sur les questions doctrinales entre les savants religieux de la région et au-delà dans une perspective de prévention de la violence.
4. Afin de répondre aux tensions des groupes intra-islamiques (salafi / soufi, etc.), les participants ont proposé des ateliers de formation propres à chaque pays ainsi que des espaces de dialogue qui aboutiraient à une conférence transrégionale des savants religieux pour la promotion de la paix.

ANNEXE : FORMATION DELIVREE AUX PARTICIPANTS SUR LES CONCEPTS DE TRANSFORMATION DES CONFLITS ET LES OUTILS D'ANALYSE

Afin de fournir aux participants les bases de l'analyse des conflits et de la transformation des conflits, une présentation exhaustive a été faite sur l'évolution de la théorie du conflit et de la paix.

La présentation s'inspirait en même temps de la littérature occidentale et la tradition musulmane en matière de conflit et de paix. Cette partie introductive a montré que les théories de l'Occident sur le conflit et la paix qui ont leur origine et leur pratique après la Deuxième Guerre Mondiale et la Guerre froide pouvaient se refléter dans la tradition islamique et les travaux des savants religieux musulmans, étant donné que les concepts étaient communs mais qu'ils s'étaient traduits à travers des terminologies qui étaient compatibles avec le cadre culturel de chaque contexte. La plupart des groupes et des acteurs confessionnels croyaient que la promotion de la paix était une œuvre de bonté et, par conséquent, un devoir moral et religieux. Ce point a été souligné avec références faites au Coran et aux paroles du prophète Mahomet. Une troisième partie sur les approches de la transformation des conflits a donné un inventaire des principales approches utilisées par les praticiens de la paix. Les réponses de l'ONU aux conflits (rétablissement de la paix, imposition de la paix, maintien de la paix et consolidation de la paix) ont également été discutées.

La présentation s'est conclue en rappelant que le succès de toute intervention dans un conflit était conditionné par une bonne analyse. Ainsi, deux outils d'analyse de conflit de base ont été présentés : l'arbre du conflit et la cartographie du conflit. Les participants ont ensuite été divisés en deux groupes et deux cas de conflits leur ont été assignés pour étude.